

Le citoyen, l'état, le monde...

Respectable Loge, Aurore, Orient d'Aix en Provence, Région 15

Mots-clefs : Confiance, Solidarité

Annnonce de la problématique en jeu.

Pour la première fois, et sur l'ensemble de la planète, l'action humanitaire s'est imposée face à l'action économique. On a cessé d'être comptables pour pouvoir être humain.

Nos élites se sont retrouvées, imprévoyantes, incapables, hautaines, incohérentes voire irresponsables, dépourvues de bons sens et cherchant à se protéger, à se déculpabiliser, mais voulant toujours surtout apparaître comme maîtrisant la situation.

Les gesticulations de nos dirigeants ont favorisé l'individualisme, les ambitions personnelles opportunistes, le nationalisme populiste, les théories du complot ; jamais autant de personnes incompetentes se sont prononcées sur l'évolution de la situation sanitaire et sur les traitements médicaux à prescrire. Ce faisant nos élites politiques et scientifiques ont révélé au grand jour l'immense corruption du pouvoir financier des laboratoires pharmaceutiques auprès de nos élites politiques et médicales qui ont agi sous la pression des lobbies pharmaceutiques. Cette corruption financière s'est traduite par une perte de confiance des citoyens en la classe dirigeante, et par une perte de sa légitimité : aujourd'hui peut-on avoir confiance en une élite qui a menti, qui a tout dit et son contraire, et qui a peut-être condamné à mourir des milliers de gens par son incompetence et absence de bon sens ?

Analyse de la situation et ce qu'elle est devenue en ces temps de crise.

En 2 mois de confinement, l'économie s'est arrêtée. Il faudra plusieurs mois pour la relancer, d'autant que cette crise laisse présager des changements de comportements d'une partie de la population qui devraient peser dans notre environnement économique et sanitaire à l'avenir : redéfinir l'essentiel, et l'agrément.

Ces modifications de comportement, liées à l'incertitude économique à venir va peser lourdement dans la consommation des ménages, et dans les décisions d'investissement des entreprises, retardant d'autant la reprise de l'économie.

Cette crise a touché doublement les plus démunis, au niveau économique et au niveau sanitaire. Ceux qui n'ont rien, qui vivent de petits boulots et ne sont pas protégés : pas de chômage partiel pour eux, les petits boulots ont disparu, ils ne peuvent compter que sur la seule la solidarité de la population ou de leur famille quand ils en ont une.

Cette situation fait craindre à l'avenir, que cela se traduise par un développement d'un sentiment d'abandon déjà présent et par voie de conséquence de l'incivilité, de l'insécurité et de la violence, et des décisions gouvernementales de plus en plus autoritaires et policières.

Propositions d'actions concrètes.

- D'abord retrouver la confiance.

Remettre en cause notre économie de croissance, financière, spéculative et corrompue.

Réorienter nos sociétés vers l'économie du bien commun, vers le bien-être collectif : avoir une politique progressiste à long terme, pour le bien de tous et non réagir à l'émotion, aux lobbies et aux intérêts corporatistes et électoraux. Casser la logique comptable et budgétaire d'une croissance illusoire, le respect des contraintes budgétaires à ses limites.

Les inégalités de richesses sont un fait et elles existeront toujours, l'essentiel est que les plus démunis voient leur situation s'améliorer, que le bien commun et le bien être collectif se développe positivement, peu importe les écarts de revenus, il appartient à l'Etat de réguler les excès qui pourraient avoir des conséquences préjudiciables au développement du bien commun et du bien-être collectif.

- Une décentralisation plus complète.

Le rôle de l'état doit se redéfinir, en accordant une place de plus en plus importante aux collectivités territoriales, afin de se concentrer sur les priorités nationales.

Les collectivités territoriales peuvent au 21^{ème} siècle avoir plus de responsabilités, économiques, fiscales, sociales, environnementales, éducatives et culturelles. L'Etat ayant un rôle d'incitateur et d'arbitre, de médiateur et de répartiteur entre les régions : assurer la solidarité entre les régions. Les structures existent, il suffit de leur donner l'autonomie et des moyens de contrôle de leurs actions ?

- Un état plus vertueux, une nouvelle république.

L'Etat doit redéfinir son rôle, se recentrer sur la sécurité nationale, la politique étrangère, la justice, et définir les grandes orientations et programmes, les priorités ; laisser aux collectivités les réalisations et les adaptations régionales nécessaires, mais exercer un vrai contrôle sur l'utilisation des fonds et moyens publics avec de vraies sanctions envers les responsables politiques.

Un état protecteur, prévoyant, exigeant, juste, vertueux : les représentants de l'Etat sont là pour servir l'Etat, au service du bien commun, du bien-être collectif, ils doivent être responsables et coupables.
Les représentants de l'Etat ne sont pas là pour se servir de l'Etat pour leur carrière politique.

La 5^{ème} république était adaptée à son époque, il faudrait aller vers une vraie séparation des pouvoirs et un système démocratique dont la légitimité des décisions et la représentativité de ses élus ne soient plus contestables, ni par la rue, ni par les citoyens : la majorité des électeurs inscrits et non des votants.

Notre administration aujourd'hui régleme et décrète de tout et sur tout, et en même temps elle assume le pouvoir exécutif : Il ne devrait pas appartenir aux ministères et à leurs administrations de décréter et de décider, c'est aux représentants élus dans les collectivités de l'Etat de le faire en assemblées, ou par référendum.

➤ Des politiques sociales, économiques et fiscales plus justes et équitables.

Prendre aux riches pour donner aux pauvres n'est ni juste ni équitable. Sortir des schémas d'assistance et de taxation, mais favoriser et récompenser les efforts, des droits et aussi des devoirs.

Les prélèvements de l'Etat nuisent aux développements du bien commun et du bien-être collectif, c'est la rapidité de circulation de la monnaie qui en assure le développement.

Le développement du bien commun et du bien-être collectif, doit être l'objectif de nos politiques : une finance spéculative qui n'améliore ni le bien commun ni le bien-être collectif se doit d'être plus largement confisquée qu'une finance qui investit dans l'activité sociale et économique.

➤ Repenser le rôle des entreprises et des services publics dans la société

Les entreprises comme les services publics n'ont pas qu'un rôle économique, leurs contributions au développement du bien commun et du bien-être collectif sont essentielles.

Il serait plus équitable que les profits des entreprises reviennent aussi dans les mêmes proportions qu'aux actionnaires, aux salariés, sans lesquels l'entreprise n'existerait pas : une solidarité commune pour le bien commun des investisseurs et des salariés.

Il serait plus juste que les salariés participent plus activement à la gestion quotidienne des entreprises : le risque social lié à l'emploi est plus important que la perte financière des investisseurs : où est le bien commun, où est le bien-être collectif ?

Les services publics c'est l'affaire de tous, ils contribuent au bien commun et au bien-être collectif, ils doivent être au plus près des territoires et des citoyens donc gérés par les collectivités, même si celles-ci délèguent ce service à des entreprises, les usagers et les collectivités doivent avoir approuvés ces délégations : une forme de démocratie participative locale.

➤ Une nouvelle Europe, une autre mondialisation

Durant la crise l'Europe a brillé par son absence, laissant les eurosceptiques de plus en plus nombreux surtout dans les pays les plus touchés.

Il serait temps que l'Europe redéfinisse un mode de fonctionnement plus efficace, l'unanimité à 27 n'est pas satisfaisante, voire que l'Europe accepte qu'il y ait des accords entre états mêmes si tous les états n'y adhèrent pas comme l'Euro.

Revoir l'existence de paradis fiscaux où similaire au sein de l'Europe.

Avancer vers une harmonisation fiscale et du droit du travail et de tous ce qui peut simplifier la vie des européens, susciter du bien commun et du bien-être collectif européen.

La crise a permis d'approcher concrètement les limites d'une mondialisation économique financière.

Il appartient à L'Etat de définir les secteurs économiques, les produits et les entreprises stratégiques afin que ces activités ne soient pas fortement dépendantes de pays tiers (en Europe et hors Europe).

➤ Des petites graines ont été semées

Le télé travail en entreprise

L'école déportée, télétravail scolaire à la maison, rôle des enseignants, cours sur web tant à l'école qu'à la maison

La couverture internet et téléphonique du territoire

Les réunions à distances.

L'apport des circuits courts

Les secteurs de l'économie se sont différenciés par leur nécessité à la préservation de l'essentiel durant cette période

Des secteurs prioritaires : la chaîne alimentaire, l'agriculture, la santé, l'hygiène, l'environnement, la sécurité, l'eau, l'énergie.

Des secteurs fragilisés : les transports, l'hôtellerie, restauration, cafés bars, le tourisme, la culture, le sport.